

## Le parascolaire plein à craquer

MERCREDI, 28 SEPTEMBRE, 2011

[Rachad Armanios](#)

**ACCUEIL Déjà en surchauffe, l'accueil parascolaire est victime de son succès. Les besoins et les coûts vont exploser en raison des réformes scolaires.**

Evolution sociétale et réforme de l'horaire scolaire: les pressions sont grandes qui obligent l'accueil parascolaire à adapter son offre en fonction d'une demande en explosion. Les défis pour le Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (Giap), chargé de cet encadrement pour les élèves de l'école primaire publique, sont immenses. D'ores et déjà, les locaux et le personnel manquent. «Les coutures lâchent», confirme Alain Rüttsche, directeur de l'Association des communes genevoises. C'est pourquoi, comme l'a révélé la Tribune de Genève, le Giap a commandé une étude à un bureau indépendant pour évaluer l'évolution des besoins et des coûts. Les résultats, alarmants, augurent d'un véritable casse-tête organisationnel et financier. «En 1999, 4700 enfants étaient accueillis à midi et 2000 l'après-midi (de 16h à 18h, ndlr). En 2011, ils sont respectivement 11 500 et 4800 (sur 33 000 enfants inscrits à l'école primaire, ndlr)», informe M. Rüttsche. «Le nombre d'enfants inscrits à l'école baisse, mais la tendance est inverse pour le parascolaire, victime de son succès», relaie Manuel Tornare, président du Giap qui passe le témoin fin septembre à Esther Alder. Le parascolaire répond à toujours plus de parents seuls ou qui, par nécessité ou par choix, travaillent les deux. Or «le Giap a pour politique l'universalité de l'accueil et ne refuse pas d'enfants.» Un principe qui sera désormais contraignant de par la Constitution. Car le peuple a plébiscité l'accueil à journée continue garanti.

### **Etre imaginatif**

L'étude envisage plusieurs scénarios qui pourraient voir passer le budget du Giap de 38,4 millions de francs en 2011 à 53 millions, voire 70 millions, dès 2015. Des chiffres qui concernent seulement le personnel sur le terrain, mais ne comprennent pas son importante gestion administrative. Surtout, l'étude ne dit rien des coûts pour combler les besoins en locaux. Car des transformations ou des constructions devront être prévues. «Il faudra être imaginatif et pousser les murs afin d'exploiter toutes les synergies possibles, avec les maisons de quartier, les Cycles, collèges, voire les EMS. Ce ne sera pas la panacée, prévient Manuel Tornare. Et ça va coûter bonbon.» Des minima (taille des locaux, nombre de WC, lumière, etc.) devront en outre être édictés dans un règlement.

La répartition financière reste un point d'interrogation politique. Actuellement, le parascolaire est supporté à 90% par les communes. Manuel Tornare est sceptique sur ce qui peut être attendu du canton, d'autant plus qu'il entre dans une période d'austérité. Pour l'heure, il n'est pas envisagé de revoir la participation des parents. Genève pratique une politique particulièrement sociale, puisque 40% des foyers sont exonérés des frais de garde, souligne l'étude. En revanche, le prix des repas est fixe, ce qui péjore les bas et moyens revenus.

### **Pause de midi réduite, la cata**

L'étude n'a pas tenu compte d'une éventuelle prise en charge des enfants le mercredi midi au cas où le peuple accepterait le mercredi matin d'école. Mais elle insiste sur les conséquences d'un raccourcissement de la pause de midi de cent vingt à nonante minutes dans la perspective des modifications de l'horaire scolaire liées aux exigences accrues du Plan d'étude romand. «Beaucoup, notamment parmi les détracteurs de l'école le mercredi matin, disent 'yaka' raccourcir la pause de midi», s'inquiète M. Rüttsche. Ce «scénario catastrophe» péjorerait la qualité de l'accueil tout en

obligeant à créer 3000 places et à recruter jusqu'au double des collaborateurs actuels. Vu les faibles taux de travail proposés, qui plus est dans un domaine de l'enfance sensible, impossible de recruter entre 500 et 900 employés supplémentaires. Surtout, une pause plus courte empêcherait la généralisation de deux services dans les restaurants scolaires. Cette piste de réflexion pour amortir l'explosion de la demande figure dans l'audit, mais n'en est plus vraiment une puisque elle est déjà en cours de mise en œuvre.

L'autre solution est de pousser la logique de différenciation du taux d'encadrement des enfants selon leur âge et les contextes (dont le temps de parcours jusqu'au restaurant). En 2011, on compte en moyenne un adulte pour 12,25 enfants à midi, respectivement 10 enfants l'après-midi. Selon l'audit, on peut aller jusqu'à un adulte pour 15,23 enfants. On imagine déjà les réactions syndicales hostiles: «Ce ne sont que des hypothèses d'experts à discuter, notre souci premier est la qualité de l'encadrement», relativise M. Rüttsche. I

source : [http://www.lecourrier.ch/le\\_parascolaire\\_plein\\_a\\_craque](http://www.lecourrier.ch/le_parascolaire_plein_a_craque)